



## LA DÉMARCHE RSE : EFFET DE MODE OU VÉRITABLE OUTIL DE DIFFÉRENCIATION ?

**RSE, Norme ISO 26 000, Rapport ESG, Label RSE CGEM... vous vous y perdez sans doute un peu dans toutes ces notions. Essayons d'y voir plus clair.**

RSE signifie Responsabilité Sociétale des Entreprises. Ce concept traduit la contribution de l'entreprise au développement durable, i.e. sa capacité à concilier rentabilité économique et impact positif sur la société et l'environnement.

A l'origine, il y a l'idée qui a émergé dans les années 90 selon laquelle l'entreprise est non seulement redevable vis à vis de ses actionnaires propriétaires, mais également de ses parties prenantes : collaborateurs, clients, fournisseurs, riverains... Qui n'a pas en tête le scandale qui a terni l'image du géant des baskets Nike lorsqu'on a découvert que la multinationale faisait travailler des enfants à travers les usines de ses sous-traitants? Ou bien encore l'affaire Lactalis dans laquelle l'entreprise agro-alimentaire française avait commercialisé des lots de lait infantile contaminés à la salmonelle ? Ces cas, ainsi que de nombreux autres ont accru la demande de transparence du public vis à vis-à-vis de l'entreprise. Ainsi, celle-ci ne serait plus focalisée sur la recherche du seul profit financier à court-terme, mais elle devrait également se soucier de l'impact de ses activités sur le bien-être, la santé et le respect des écosystèmes naturels. Conditions de travail des salariés, formation, diversité du genre, prise en compte du handicap, efficacité énergétique, recyclage des déchets, action contre le réchauffement climatique, impact sur la santé constituent quelques-uns des nouveaux enjeux « sociétaux » auxquels l'entreprise est confrontée. Auxquels il faut ajouter des aspects liés à la gouvernance, à la transparence, à la loyauté des pratiques et aux relations avec les fournisseurs.

Mais quelle est la différence entre la RSE et la norme ISO 26 000 ? Autant la norme ISO 9001 qui vis-à-vis la satisfaction des clients par l'adoption d'un système de management organisé est connue de la plupart des entreprises, autant la norme ISO 26 000 l'est moins. Elaborée en 2010 par une centaine de pays, il ne s'agit pas d'une norme de conformité certifiante, mais plutôt d'un guide de pratiques. Ainsi, on parlera plutôt d'évaluation des pratiques de l'entreprise vis à vis du référentiel ISO 26 000 plutôt que de certification.

En Europe, l'adoption en 2014 de la Directive sur le reporting extra-financier rend pour la première fois obligatoire la **publication d'informations non financières dans les rapports de gestion de certaines sociétés**. La France transpose cette Directive dans son droit

## LEXIQUE

### Développement durable

Développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

### Dialogue avec les parties prenantes

Activité entreprise pour créer des opportunités de dialogue entre l'organisation et une ou plusieurs de ses parties prenantes (clients, collaborateurs, fournisseurs, riverains...) dans le but d'éclairer les décisions de l'organisation.

### Reporting extra-financier

Le reporting extra-financier se définit comme la communication par une entreprise d'informations sociales, environnementales, sociétales et de gouvernance, contribuant ainsi à une meilleure transparence sur ses activités, ses caractéristiques et son organisation.

### Analyse de matérialité

L'analyse de matérialité se représente par une matrice, prend en compte à la fois les attentes des parties prenantes (collaborateurs, clients, fournisseurs, partenaires...) mais également les enjeux de l'entreprise. La mise en corrélation de ces deux axes permet d'identifier les enjeux prioritaires de l'entreprise en matière de RSE et de définir sa stratégie.

La matrice de matérialité est ainsi un outil d'aide à la décision et un



élément qui peut facilement être partagé avec les parties prenantes pour qu'elles comprennent la stratégie RSE de l'entreprise.

### Green Washing

Le green washing, ou en français l'éco blanchiment, consiste pour une entreprise à orienter ses actions marketing et sa communication vers un positionnement écologique. C'est le fait souvent de grandes multinationales qui de par leurs activités polluent excessivement la nature et l'environnement. Pour redorer leur image de marque, ces entreprises dépensent dans la communication pour "blanchir" leur image, c'est pourquoi on parle de green washing.

### Social ou sociétal ?

Le mot sociétal s'est répandu dans les années 1970 et ce serait un anglicisme qui viendrait du mot "societal" (connected with society and the way it is organized).

Il faut donc s'en référer à l'usage constaté qui semble explicite :

- **social** reste le mot principal pour tout ce qui touche à la société comme corps organisé ou pour les rapports des personnes et des groupes entre eux.

- **sociétal** s'est spécialisé médiatiquement pour tout ce qui touche aux mœurs, aux institutions et aux règles de ladite société : La peine de mort est un sujet typiquement sociétal, les débats sociétaux sont restés au second plan de la campagne présidentielle. Il se différencie en cela des sujets économiques, internationaux, techniques ou sociaux, ces derniers relevant plutôt du monde du travail, du chômage, du niveau de vie, des retraites, etc.

national en 2017. La Loi sur le devoir de vigilance voit le jour. Elle stipule que désormais, toutes les sociétés ayant leur siège social en France publient un plan de vigilance pour prévenir les risques en matières d'environnement, de droits humains, de corruption non seulement sur leurs propres activités, mais aussi sur celles de leurs fournisseurs et sous-traitants étrangers. Cette loi impacte notamment les entreprises marocaines de secteurs-clés de sous-traitance (textile, aéronautique, textile...) qui travaillent pour des donneurs d'ordre étrangers.

## LES TEMPS FORTS DE LA RSE AU MAROC

2006

La **CGEM** crée le Label RSE CGEM : c'est le premier instrument marocain de reconnaissance de l'engagement des entreprises vis-à-vis du développement durable. Aujourd'hui, une centaine d'entreprises sont labellisées dont seulement 1/3 de PME alors même qu'elle constituent 80% du tissu économique marocain.

Le patronat lance la Charte de Responsabilité Sociale des Entreprises. Composé de 9 axes déclinés en 35 objectifs, le document reprend les Lignes Directrices de la norme ISO 26 000.

2010

L'organisation par le Maroc de la **COP 22** met au-devant de la scène les questions de développement durable. En sensibilisant le public, la conférence donne un coup de fouet aux initiatives RSE.

2016

L'AMMC (Autorité Marocaine des Marchés de Capitaux) exige aux sociétés cotées à la Bourse de Casablanca de publier un rapport ESG (Environnement Social et Gouvernance) mettant en avant leurs réalisations en matière d'impact sociétal et environnemental.

2019



Il a remplacé en partie la tournure "de société" que l'on entendait beaucoup plus auparavant (le problème de société était un grand classique de la vie politique et intellectuelle dans les années (1980-2000).

## GRI

La Global Reporting Initiative (GRI) est une initiative internationale à laquelle participent des entreprises, des ONG, des cabinets de consultants, des universités pour élaborer un cadre et des règles destinées aux entreprises soucieuses de développement durable. Lancée par une ONG américaine en 1997, son objectif est d'élaborer et de diffuser des lignes directrices pour aider les entreprises à produire des rapports sur les dimensions économiques, sociales et environnementales de leurs activités, produits et services. La GRI est soutenue par les Etats-Unis. En France, c'est l'ORSE qui travaille sur la mise en oeuvre du référentiel GRI par les entreprises.

## OUTILS

Proposés par la cgem  
<http://rse.cgem.ma>



### Test d'auto-évaluation de 36 questions

<http://rse.cgem.ma/diagnostic-auto-evaluation.php>



### Base de bonnes pratiques

<http://rse.cgem.ma/rse-bonne-pratique.php>



### Financement Maroc PME

<http://rse.cgem.ma/financement-par-maroc-pme.php>

Malgré ce cadre normatif assez avancé, la diffusion de la RSE au Maroc reste hétérogène. Elle concerne essentiellement les grandes entreprises, filiales de multinationales répercutant la politique de leur maison-mère ou bien grands groupes marocains, bien représentés dans le secteur bancaire. Pour les PME, la question de la transparence et du manque de moyens reste un frein à la mise en place d'une démarche, à moins qu'elle soit initiée par un dirigeant doté d'une forte sensibilité à ces questions. De plus, les entreprises perçoivent souvent la RSE comme un enjeu international importé et subi ; c'est le cas pour les PME du secteur textile qui se voient contraintes de se conformer au label ICS (International Compliance and Sustainability) exigé par leur donneurs d'ordre français, sans avoir forcément les moyens techniques ou financiers qu'induisent la transformation stratégique et opérationnelle nécessitée par ce standard. A noter aussi que beaucoup d'entreprises mettent en place des actions telles que le recyclage des déchets ou le recours à l'énergie photovoltaïque sans pour autant qu'elles soient reconnues par un label.

## LES 9 AXES DU LABEL RSE CGEM



La question cruciale reste cependant celle des bénéfices de la démarche RSE pour les entreprises. Pour certains, il s'agit d'un simple outil marketing, dans la logique du " Green Washing ", destiné à assurer une image de façade sans engagement concret et sincère derrière. Pour d'autres, la RSE offre aux entreprises une opportunité de croissance, en leur permettant de se différencier des concurrents, de mieux utiliser les ressources (énergie et eau), de prévenir les risques et in fine d'optimiser leur performance opérationnelle. La mise en place d'une démarche RSE aurait aussi l'avantage de motiver les collaborateurs autour d'un projet porteur de sens et aussi d'attirer les meilleurs talents.

Comment se faire labelliser ? La démarche d'obtention du Label RSE CGEM reste volontaire. Une entreprise candidate à la labellisation doit se faire accompagner par un Cabinet tiers qui procèdera à l'évaluation des pratiques au regard des critères pré-définis. Le rapport d'évaluation est ensuite soumis à une Commission d'attribution qui statue sur l'octroi du label moyennant l'engagement sur la réalisation d'un plan d'actions. Le Label est valable pour une durée de 3 ans renouvelables via un audit de renouvellement et fait l'objet d'un mi-parcours d'un outil de suivi de la mise en œuvre du plan d'actions.

" Social Washing " ou véritable outil de performance au service de la société et de l'avenir de notre planète, la RSE ne laisse pas indifférent. Souhaitons que ce concept soit davantage adapté à notre Royaume pour en faire un véritable levier de progrès social et économique durable.

## LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

(SOURCE : ONU)





## PROCÉDURE DE LA LABELLISATION RSE CGEM

